



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

... à l'hôpital
et au-delà !



Hôpital Pitié-Salpêtrière

02 avril 2024

Le gouvernement nous fait la guerre... Préparons la riposte !

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs.

Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse de leur montant. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation. Elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à 6 mois de travail sur 2 ans, il s'agirait d'en demander 8. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16% (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards d'euros par an que sont chiffrées les économies que les réformes précédentes permettent. Et ils en voudraient plus.

Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalier ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. Mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.

L'hôpital c'est pas la santé

L'hôpital est en train de remplacer les savons qu'on utilise tous les jours dans le cadre d'un nouveau marché public. Sauf qu'il n'y a pas que la marque des savons qui a changé : le nouveau savon contient beaucoup plus de produits irritants voire allergisants (SLES, bétaine de cocamidopropyle...), et nous abîme déjà les mains. C'est ceux qui ont fait ce choix qui méritent un savon.

Arnaque

En oncologie, comme dans d'autres services en 12h, la direction refuse les contrats fixes de nuit et impose aux collègues une rotation jour/nuit au moins quelques mois par an. Sauf que les collègues fixes de nuit ne travaillent que 32h30 pour compenser la pénibilité. Alors qu'en jour ils sont aux 35h.

Alors en imposant l'alternance, la direction met fin aux contrats fixes de nuit... et surtout elle économise 2h30 sur le dos des collègues.

Intouchables...budgets

Dans les services, on passe une partie de notre temps de travail à courir derrière le matériel, notamment les fauteuils roulants. Leur rafistolage est même devenu un sport local tellement ils sont vieux et pas entretenus.

La solution proposée par la direction ? À Saint-Antoine et à Tenon, elle a fait installer des points de location de fauteuils roulants. Gratuit les premières heures, payant ensuite. Une manière de faire payer les patients.

Bravo aux collègues de Perpignan !

Le 27 mars, les collègues de l'hôpital de Perpignan se sont rassemblés pour exiger les 4000 embauches nécessaires dans la région pour les services, notamment les urgences. Ils ont reçu le soutien des pompiers qui avaient déjà alerté sur la situation des urgences en automne, en postant sur les réseaux sociaux la longue file de brancards qui s'accumulaient devant l'entrée faute de personnels pour les prendre en charge. Voilà un exemple à suivre !

Gaza : l'armée israélienne se retire d'un hôpital... pour en investir deux autres

Les soldats israéliens se sont retirés du complexe hospitalier d'al-Chifa à Gaza-ville après deux semaines, laissant derrière eux charniers et destructions. Un porte-parole de l'agence de défense civile de Gaza a fait état de 300 morts à l'intérieur et autour de l'hôpital. Des médecins et civils présents ont déclaré à l'AFP que de nombreux corps avaient été retrouvés, dont certains semblaient s'être fait rouler dessus par des véhicules militaires. Aussitôt après avoir quitté al-Chifa, les troupes israéliennes ont lancé des opérations dans les secteurs des hôpitaux de Nasser et al-Amal à Khan Younès dans le sud. De nouveaux massacres en perspective.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Pour l'informer ou prendre contact avec ses militants → etincelle.aphp@gmail.com

Pour lire le reste de nos publications → nouveau-parti-anticapitaliste.fr



@npanouveauparti-anticapitaliste

850 millions d'économies sur le dos des malades

On y est : le 31 mars le doublement des franchises médicales et de la participation forfaitaire, non remboursable par les mutuelles, est entré en application. Les patients devront désormais acquitter 1€ au lieu de 50 centimes par boîte de médicament et les actes paramédicaux, 2€ pour les actes et consultations des médecins, les examens et les analyses de biologie médicale. Quant aux transports sanitaires, la franchise s'établira à 4€. Un impôt déguisé qui va permettre à l'Etat de nous faire les poches à hauteur de 850 millions d'€. Une fois de plus.

Pour un monde sans frontières ni patrons, Urgence révolution !

Le NPA sera présent aux élections européennes le 9 juin prochain !

À l'heure où la marche à la guerre s'amplifie, où les attaques se multiplient contre les travailleurs et où les frontières font des milliers de morts en Méditerranée, il est indispensable que se fasse entendre une voix internationaliste, de construire l'union des travailleurs au-delà des frontières nationales.



Notre liste sera composée de travailleurs et de travailleuses, d'étudiants et de jeunes salariés. Elle sera porte-voix de notre colère et des luttes des exploités et des opprimés au sein d'un continent où l'immense majorité de la population passe sa vie à la gagner.

Elle défendra la nécessité de l'union dans la lutte de toutes et tous nos camarades de travail dans les chantiers, les bureaux, les usines...et partout !



Alors pour tenir tête au gouvernement et au patronat, soutenons la liste du NPA conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, postier !